



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°131 26 OCTOBRE 2018

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**CAP-VERT :**  
UNE PREVISION  
DE CROISSANCE  
DE 4,5% EN  
2018 SELON  
LA BANQUE  
CENTRALE

**COMORES :**  
ARRESTATION  
DU  
GOUVERNEUR  
D'ANJOUAN

**GABON :**  
REEVALUATION  
DE LA NOTATION  
FITCH RATINGS

**KENYA :** PERTE  
SIGNIFICATIVE DE  
VALORISATION  
BOUSIERE SUR  
LE NSE-20

**COTE D'IVOIRE :**  
LANCEMENT D'UN  
PROJET  
D'INVESTISSEMENT  
FORESTIER

**BURKINA FASO :**  
CONSTRUCTION  
ET  
REHABILITATION  
DE BARRAGES

**GHANA :** APPEL A  
MANIFESTATION  
D'INTERET POUR  
L'ATTRIBUTION DE SIX  
LICENCES  
D'EXPLORATION  
PETROLIERE

**NIGERIA :** L'INDUSTRIE  
DES MEDIAS ET DU  
DIVERTISSEMENT  
POURRAIT GENERER  
9,9 Mds USD EN  
2022

**MALI :** REPORT  
DES ELECTIONS  
LEGISLATIVES



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Inflation de 0,9% en g.a. au mois d'août dans les pays de l'UEMOA

Cette évolution est portée en partie par la hausse des prix des produits alimentaires (+0,3 pts de pourcentage), avec la progression des prix des céréales au Burkina Faso et au Mali, et des produits de la pêche au Sénégal. Le prix des logements augmente également (+0,3 pts) du fait de la hausse des loyers, essentiellement en Côte d'Ivoire. Enfin, le prix des transports progresse (+0,2 pts), imputable à l'ajustement à la hausse des prix des carburants au Bénin et au Togo, et du prix des services de transport au Niger. Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix volatils, est ressorti à 0,9% en g.a. à fin août 2018 contre 1,2% à fin juillet 2018, grâce à la baisse des tarifs de communication.

✉ [julie.bompas@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.bompas@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ *Global Competitiveness Index (GCI) 2018: des progrès limités en Afrique de l'Ouest anglophone*

L'indicateur, publié par le World Economic Forum, vise à apporter une mesure agrégée de la qualité des facteurs de productivité dans chaque pays. L'indice médian est de 60 sur 100 au niveau mondial (140 pays), et de 45,2 pour l'Afrique sub-saharienne (34 pays). En Afrique de l'Ouest anglophone, le Ghana se classe à la 106<sup>e</sup> position (51,3 soit +1,4 par rapport à l'édition précédente), le Nigéria à la 115<sup>e</sup> (47,5 soit -0,5 par rapport à 2017), le Libéria à la 132<sup>e</sup> (40,5 soit +0,6) et la Sierra Leone à la 134<sup>e</sup> (38,8 soit +0,1). Malgré ces progrès en valeur absolu, tous ont perdu deux (Ghana, Libéria) ou trois (Nigéria, Sierra Leone) places dans le classement.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Gabon : Baisse du budget de l'Etat pour 2019

Le Conseil des Ministres du 15 octobre dernier a adopté le projet de Loi de finances pour l'année 2019, présenté en équilibre en recettes et en dépenses à 2 806,9 Mds FCFA (4,28 Mds €). Ce Budget présente une baisse de 3,8% par rapport à la loi de finances rectificative de juin 2018. Il reprend la ligne directrice des mesures adoptées en juin 2018 sur la maîtrise des dépenses, notamment celles liées à la masse salariale, même si elles augmentent de 5%, à 672 Mds FCFA, du fait de retards pris dans la mise en œuvre de certaines mesures, selon le gouvernement. Le budget d'investissement est présenté à 423 Mds FCFA, en hausse de 20%. Ces ressources seraient orientées principalement vers la reprise des chantiers à l'arrêt, les secteurs de la santé et de l'éducation, et de la lutte contre la précarité et les inégalités.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cap-Vert : une prévision de croissance de 4,5% en 2018 selon la Banque centrale

Selon la Banque centrale capverdienne, la croissance du PIB s'est établie à 4% en 2017 et devrait accélérer à 4,5% en 2018, puis à 4,7% en 2019. La Banque prévoit une contribution plus forte de la demande extérieure nette à la croissance et plus faible de la consommation privée et de l'investissement. L'inflation, qui a atteint 0,8% en 2017, devrait également augmenter, à 1,3% en 2018 et 1,4% en 2019. Le déficit courant devrait rester stable à 7,1% du PIB en 2018 (après 7% en 2017) avant de diminuer à 5,9% en 2019. Enfin, les réserves en devises resteraient stables, équivalant à 5,8 mois d'importations de biens et services.

✉ [diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cap-Vert : signature d'un nouvel accord de pêche avec l'UE

Le nouvel accord de partenariat pour une pêche durable entre l'Union européenne (UE) et le Cap-Vert entrera en vigueur en janvier 2019 pour une durée de cinq ans et permettra aux navires des pays de l'UE (Espagne, Portugal et France) de pêcher 8 000 tonnes de thons et d'espèces apparentées jusqu'à 18 milles marins au large des côtes de l'archipel. En contrepartie, l'UE versera une contribution financière de 750 000 EUR par an, dont 350 000 EUR destinés à financer des projets visant à promouvoir une gestion durable de la pêche au Cap-Vert. L'accord intègre la participation de la communauté scientifique pour la surveillance de la pêche dans les eaux nationales.

✉ [diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Comores : arrestation du Gouverneur d'Anjouan suite à l'occupation de Mutsamudu par un groupe rebelle**

Un groupe armé s'est emparé durant six jours de la médina de Mutsamadu, capitale de l'île d'Anjouan, avant qu'une intervention de l'armée ne les déloge sans violence. Accusé d'avoir armé les rebelles, le gouverneur d'Anjouan Abdou Salami Abdou était détenu dimanche par la gendarmerie comorienne. Ces événements sont à rapprocher du référendum constitutionnel organisé le 30 juillet 2018 qui, avec 92,34 % de suffrages favorables, a considérablement renforcé les pouvoirs du Président Azali. Cette réforme constitutionnelle menace d'affaiblir la composante fédéraliste au profit d'une centralisation du pouvoir alors que le rejet du référendum semble le plus vif sur l'île d'Anjouan.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : approbation d'un nouveau cabinet ministériel**

Le mardi 16 octobre, le Parlement a approuvé à l'unanimité la nomination des nouveaux membres du cabinet proposés par le Premier Ministre Abiy Ahmed. Dans ce nouveau remaniement ministériel, le nombre de ministères a été réduit de 28 à 20. Ce gouvernement est le deuxième nommé depuis la prise de fonctions d'Abiy Ahmed en avril. La moitié des portefeuilles a été attribué à des femmes, qui occuperont désormais des postes clés tels que celui du commerce et de l'industrie, des transports et des recettes. Ce nouveau cabinet comprend également des représentants de groupes ethniques souvent marginalisés. Le remaniement a touché la plupart des ministères – seuls les portefeuilles des Affaires étrangères, de la Santé et de l'Eau et de l'Électricité n'ayant pas changé de main.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Erythrée : seconde visite officielle du Président érythréen en Éthiopie**

Les 14 et 15 octobre 2018, le Président érythréen Isaias Afwerki s'est rendu en Éthiopie afin d'échanger avec le Premier ministre éthiopien sur le processus de paix et la mise en place de programmes communs de valorisation des ressources naturelles. Dans ce cadre, Isaias Afwerki a notamment participé à l'inauguration de l'usine sucrière Omo Kuraz III. Cette deuxième visite – qui s'ajoute aux accords de paix signés à Asmara et Djeddah en juillet et septembre – atteste de la normalisation des relations éthio-érythréennes après 20 ans d'hostilités.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : trois malgaches parmi les leaders économiques africains de demain**

L'institut a publié son classement « Choiseul 100 Africa 2018 » le 17 octobre. Celui-ci y classe 200 jeunes dirigeants d'entreprises africains, investisseurs et porteurs de projets innovants de moins de 40 ans qui incarnent le dynamisme, le renouveau et sont appelés à jouer un rôle important dans le développement économique de l'Afrique. Le DG du groupe SMTP Shahim Ismael (32 ans) se classe ainsi en 30ème position dans le top 100 des leaders économiques. Le DG du groupe Filatex Hasnaine Yavarhousen (32 ans) ainsi que Harinjaka Andriankoto Ratozamanana (40 ans), entrepreneur dans les NTIC et cofondateur de Habaka-Madagascar reçoivent quant à eux deux étoiles dans le top 200.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan : vers une normalisation de la relation bilatérale avec les Etats-Unis**

Steven Koutsis, le Chargé d'Affaires de l'ambassade des Etats-Unis à Khartoum, a déclaré que les négociations en cours devraient permettre le lancement de la seconde phase du dialogue entre les deux parties. La première phase avait conduit à une levée définitive des sanctions américaines en octobre 2017. Toutefois, le Soudan reste inscrit sur la liste des Etats terroristes, ce qui limite fortement son accès au système financier international. La seconde phase devrait entériner le retrait du Soudan de cette liste et aboutir à une normalisation des relations bilatérales. Alors que le Soudan traverse une crise économique profonde, l'enjeu est de taille car il permettrait d'entamer une procédure d'effacement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE (pays pauvres et très endettés).

✉ [olivier.biltz@diplomatie.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Soudan du Sud : déploiement prochain d'un contingent militaire par l'IGAD afin d'assurer la sécurité des populations civiles**

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), un groupement régional associant huit pays est-africains (Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Somalie, Soudan, Soudan du Sud et Ouganda) a annoncé le 23 octobre le déploiement de troupes dans le cadre de la Force de Protection Régional (FPR) mise en place sous l'égide du Conseil de Sécurité de l'ONU. Cette décision fait suite à la signature par les belligérants sud-soudanais en septembre 2018 d'un nouvel accord de paix (le « R-ARCSS »). Le rôle de médiation de l'IGAD et son implication dans la négociation et la signature de l'accord s'est révélé crucial, malgré les accusations d'ingérences à l'encontre de certains des états membres. La capacité de l'IGAD à faire respecter l'accord reste la principale incertitude aujourd'hui.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : augmentation de 5% des collectes fiscales pour le premier trimestre**

Le directeur des services aux contribuables de l'autorité des impôts Tanzanienne (TRA) Richard Kayombo, a déclaré que, TRA avait collecté un total de 1,67 Mds USD au cours du premier trimestre de l'exercice en cours soit 558 MUSD par mois. Ce montant représente une augmentions de 5,3% par rapport au dernier exercice financier. Pour atteindre l'objectif de 7,85 Mds USD prévu dans le budget 2018/2019 afin de couvrir partiellement le montant de 14,2 Mds USD engagés dans la loi de finance 2018, TRA devrait percevoir une moyenne de 685 MUSD par mois entre octobre 2018 et juin 2019.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : Recul de la production minière de 9,1% au mois d'août**

Selon l'agence nationale de statistique *Stat SA*, la production minière sud-africaine a diminué de 9,1% au mois d'août, par rapport à la même période en 2017. Cette diminution est principalement due à de mauvaises performances pour le minerai de fer (-20%), l'or (-15%) et le platine (-7%). Après une diminution de 4,1% au mois de juillet, le recul de la production minière s'accélère. En revanche, sur la même période, les ventes de produits minéraux ont augmenté de 4,3%, +47,2% pour le manganèse et +7,3% pour le charbon.

✉ [fabien.bertho@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabien.bertho@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Angola : Le PIB s'est contracté de 7,4% au second trimestre**

Selon les données de l'Institut National de Statistique (INE) publiées cette semaine, le PIB angolais s'est contracté de 7,4% au second trimestre, par rapport à la même période en 2017. Cette diminution s'explique notamment par les mauvaises performances des secteurs de la pêche (-10%), des industries manufacturières (-8,8%), de l'extraction et du raffinage de pétrole (-8,4%) et de l'extraction de diamants (-6,1%). Il s'agit du troisième trimestre successif où le PIB angolais diminue.

✉ [fabien.bertho@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabien.bertho@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Angola : Les réserves de change à leur plus bas niveau depuis 2009, à 11,9 Mds USD**

Le montant des réserves de change de l'Angola a chuté de 5% entre le mois d'août et le mois de septembre, pour s'établir à 11,9 Mds USD – ce qui représente environ cinq mois et demi d'importations. Après une première chute de 15% en août, les réserves sont à leur plus bas niveau depuis 2009

✉ [fabien.bertho@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabien.bertho@dgtresor.gouv.fr)

## Objectif Afrique n° 131

### ▼ Botswana : L'inflation diminue légèrement à 2,9% au mois de septembre

Selon *Statistics Botswana*, l'inflation sur un an s'est élevée à 2,9% au mois de septembre, contre 3% au mois d'août. Sur cette période, l'inflation a ralenti dans la plupart des postes, en particulier pour le « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (de 3,6 à 3,4%), pour le transport (de 7,5 à 7,3%) et pour l'habillement (de 1,7 à 1,6%).

✉ [fabien.bertho@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabien.bertho@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Gabon : réévaluation de la notation *Fitch Ratings*

*Fitch ratings* vient de réévaluer sa notation pour le Gabon, de B- à B, s'appuyant sur les réformes structurelles intervenues depuis fin 2017, notamment celle des comptes publics, la mise en place de mécanismes pour l'apurement de la dette publique, la réforme de la fiscalité des entreprises et celle de la paie des fonctionnaires. L'Agence de notation s'appuie également sur des perspectives économiques un peu plus favorables ces derniers mois, projetant un taux de croissance de 3% en 2019 (1,8% en 2018).

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : nouveau code des investissements

Le projet de loi portant Code des investissements au Burkina Faso a été adopté par le gouvernement en Conseil des ministres et sera examiné à l'Assemblée nationale le 30 octobre. Parmi les innovations du code : l'extension de son application aux énergies renouvelables, à la sauvegarde de l'environnement et à la promotion des secteurs d'activités agricoles, l'inscription de la ville de Bobo-Dioulasso en zone privilégiée d'investissement, des mesures fiscales en faveur des pôles de croissance, un contrôle effectif des engagements à la charge des entreprises, une prise en compte des investissements de 2 à 25 Mds FCFA (de 3 à 38,1 M EUR) dans le régime C et la prévision d'un délai de traitement dans les autorisations assorti d'un accord tacite.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : perte significative de valorisation boursière sur le NSE-20

L'indice phare de la place de Nairobi, le NSE20, regroupant les vingt premières capitalisations boursières, a atteint le 23 octobre son point le plus bas depuis 2009 à 2 766 points. Alors que dans la foulée de l'extension de la période de validité du programme SBA par le FMI, l'indice avait connu une remontée importante pour atteindre 3 862 points, soit le niveau le plus élevé depuis deux ans, le NSE-20 a depuis lors perdu 39,6 % de sa valorisation. Cette tendance est à rapprocher des résultats d'entreprises relativement médiocres, de la non-reconduction du programme FMI ainsi que des arbitrages des investisseurs internationaux en défaveur du Kenya dans un contexte de resserrement des politiques monétaires de la FED et de la BCE.

✉ [Benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : restriction à l'accès au marché du travail pour les employés expatriés en Tanzanie**

Le bureau du Premier ministre a diffusé un projet d'avis contenant des propositions concernant les seuls types de professions et rôles dans lesquels les non-ressortissants (expatriés) seraient autorisés à être employés en Tanzanie. Si l'avis est adopté dans sa forme actuelle, tous les postes non mentionnés dans l'avis final ne seraient pas autorisés à être occupés par des expatriés, car les permis de travail (et les exemptions) ne seraient accordés que pour les postes spécifiés dans l'avis final. Cet avis pourrait avoir un impact majeur sur de nombreuses entreprises car la notification n'inclut pas de nombreux postes dans lesquels un expatrié peut disposer de compétences qui ne sont pas facilement disponibles sur le marché.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Cameroun : l'Etat du Cameroun autorisé à lancer un emprunt obligataire de 150 Mds FCFA dénommé « ECMR 5,6% net 2018-2023 »

Cette enveloppe servira à assurer la participation de l'Etat au financement d'une quarantaine de projets en cours de réalisation. 107 Mds FCFA seront utilisés pour le financement de la construction des infrastructures de la Coupe d'Afrique des Nations de football (juin 2019). Dans le détail, 48,6 Mds FCFA seront affectés au financement des travaux finaux du complexe sportif d'Olembe à Yaoundé, de ses stades annexes et ses voies d'accès; 26 Mds FCFA au complexe de Japoma à Douala, ses annexes et ses voies d'accès et 8Mds FCFA pour les travaux de réhabilitation du stade de la Réunification (Douala).

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : la BEI approuve un prêt de 32,7 Mds pour la construction du barrage de Nachtigal

L'annonce a été faite lors de la réunion mensuelle de la banque européenne d'investissement tenue le 09 octobre au Luxembourg. Pour rappel le projet est piloté par la Nachtigal Hydro Power Company (NHPC), société détenue par EDF (40%), la Société financière internationale (IFC) du Groupe de la Banque mondiale (30%) et l'Etat du Cameroun (30%). Il s'agit d'un projet de construction et d'exploitation sur une durée de 35 ans du barrage et de l'usine hydroélectrique de 420 MW sur le fleuve Sanaga (situé à 65 km de Yaoundé). Le projet porte également sur la construction d'une ligne d'évacuation de 225 kV longue de 50 km jusqu'à Nyom (au nord de Yaoundé).

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : le groupe chinois Hebei Huatong réalise un investissement de 5 Mds FCFA pour l'ouverture d'une filiale locale

Après la Tanzanie et l'Afrique du Sud, *Hebei Huatong* s'installe au Cameroun. Sa filiale, *Everwell Cameroon Cables and Engineering S.A.* a ouvert une usine à Bonabéri-Ndobo (Douala), pour la production et la commercialisation des câbles électriques aériens torsadés, domestiques, industriels et souterrains. Selon Wang Hong Yang, directeur général de la filiale, l'usine de douala est la première phase d'un important projet qui inclus dès 2019, la construction d'un complexe industriel sur près de 30ha au Sud-Ouest du Cameroun. Le groupe envisage d'acquérir localement l'aluminium comme matière première, il a pour cela déjà signé un partenariat avec Alucam.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

Mis en forme : Non Surlignage

## Objectif Afrique n° 131

### ▼ Burkina Faso : l'ITFC apporte 1,5 Md USD pour financer le développement du commerce

L'Etat burkinabè et la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) ont signé un accord-cadre portant sur 1,5 Md USD pour le financement de l'exportation de produits agricoles tels que le coton et pour l'importation d'intrants agricoles et de produits alimentaires, ainsi que des produits d'énergie tels que le pétrole brut et les produits pétroliers raffinés. Le Burkina Faso est le premier pays bénéficiaire en Afrique subsaharienne de l'appui budgétaire de l'ITFC, entité autonome du groupe de la Banque Islamique de Développement.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

Mis en forme : Non Surlignage

### ▼ Côte d'Ivoire : lancement d'un projet d'investissement forestier

D'un montant de 18 M EUR, le Projet d'investissement forestier (PIF) a été lancé par le gouvernement ivoirien, en partenariat avec la Banque mondiale et sera mis en place dans 8 régions du pays jusqu'en 2022. Face à une division par 5 de la surface de la couverture forestière, l'objectif est d'inverser la tendance de déforestation et dégradation des forêts. Ce cadre d'action de la gestion des ressources forestières s'inscrit dans la mise en œuvre des ambitions « agriculture zéro déforestation ». Plusieurs initiatives sont déjà en cours dont le mécanisme *Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation* (REDD+) depuis 2011 qui permet une rémunération pour les actions visant la réduction des gaz à effet de serre.

✉ [domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr](mailto:domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gambie : lancement du programme « Emplois, compétences et finance »

Ce programme vise à faciliter l'inclusion sociale et l'emploi chez les jeunes, les femmes et les plus vulnérables. Il est soutenu par l'Union européenne, le Centre du commerce international et le Fonds d'équipement des Nations unies. Le projet bénéficie d'un budget de 16 M EUR et a pour objectif la création de 9 000 emplois directs. Le programme s'articule autour de trois axes : (i) augmenter l'emploi des jeunes et des plus vulnérables, en mettant l'accent sur le développement d'une économie verte, (ii) améliorer les opportunités dans l'éducation et le développement des compétences et (iii) améliorer l'accès à la finance inclusive.

✉ [diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gambie : prêt de 3 M USD du Fonds de développement du Qatar au gouvernement gambien

Le Fonds de développement du Qatar a signé un accord de prêt de 3 M USD avec le gouvernement gambien, à la suite d'un engagement de l'Etat qatari à la Conférence des donateurs tenue à Bruxelles en mai dernier. Le prêt qatari devrait soutenir la Commission Vérité Réconciliation et Réparations du gouvernement gambien (mise en place le 15 octobre), afin de « promouvoir la démocratisation et l'état de droit dans le pays ».

✉ [diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée : la BAfD finance la route Boké-Québo**

La Banque africaine de développement (BAfD) a mis à disposition 50 M EUR sous forme de prêts et de dons pour la 1<sup>ère</sup> phase du projet d'aménagement de la route Boké – Québo, corridor routier entre la Guinée et la Guinée Bissau, une zone enclavée riche en ressources agricoles (noix de cajou) et minières (bauxite). Les travaux consistent en l'aménagement et le bitumage de 107 km de route dont 86 km en Guinée et 21 km en Guinée Bissau, la construction de deux ponts en Guinée et la réhabilitation de cinq ponts en Guinée Bissau afin d'accroître le commerce entre les deux pays. Avec un coût total de 117,2 M EUR, la 1<sup>ère</sup> phase des travaux coûtera 79,9 M EUR dont 30 M EUR de l'UE déjà mobilisés.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : relance des activités du chemin de fer Dakar-Bamako**

Les ministres sénégalais et maliens des Transports se sont rencontrés à Bamako pour discuter de la relance des activités du chemin de fer. Les deux gouvernements prévoient de mobiliser 762,2 M EUR, soit (381,1 M EUR chacun, auprès des partenaires techniques et financiers pour relancer les travaux. Ils souhaitent également mettre en place un fonds fiduciaire de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) dédié à l'achat des locomotives et à la réhabilitation des rails. Par ailleurs, à l'issue de cette rencontre, M. Kibily Touré, conseiller spécial du secrétaire d'État français à l'Europe et aux Affaires étrangères, a été nommé administrateur général de la compagnie Dakar-Bamako Ferroviaire (DBF).

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : appui de l'UE pour l'intégration des femmes à travers la promotion des énergies renouvelables**

L'ONG Plan international, en partenariat avec l'Union Européenne (UE) et le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, a lancé le Projet de développement économique et social des femmes à travers les énergies renouvelables au Sahel (DEFERS). L'objectif principal de cet appui est de soutenir l'entrepreneuriat féminin dans le domaine des énergies renouvelables, dans une optique d'amélioration des revenus et du pouvoir économique des ménages. Ce projet qui couvre le Sénégal, le Mali et le Niger, s'élève à plus de 18 M EUR, et est financé à hauteur de 80% par l'UE.

✉ [diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : le Sénat donne son accord pour une nouvelle émission de 2,78 Mds USD d'Eurobonds**

D'après les déclarations de la ministre de Finances Zainab Ahmed, cette levée de fonds serait destinée à financer les dépenses en capital du Budget 2018. Elle viendra gonfler les réserves de changes passées de 47,8 Mds USD fin juin à 42,9 Mds USD le 16 octobre avec une chute de 1 Md USD sur les 12 derniers jours. Cette nouvelle émission sera la deuxième réalisée cette année après celle de 2,5 Mds USD effectuée le 23 février dernier. Les réactions ont été nombreuses pour mettre en garde le gouvernement face à la hausse rapide de l'endettement public. Evaluée à 16% du PIB en 2015, la dette publique atteindrait 24,8 % du PIB d'ici la fin de l'année d'après les dernières estimations du FMI.

✉ [william.levasseur@dgtresor.gouv.fr](mailto:william.levasseur@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : investissement de 10 M USD de la Banque africaine de développement (BAfD) dans la banque d'investissement Chapel Hill Denham**

La BAfD a approuvé un investissement en naira équivalent à 10 M USD dans le Fonds de financement de la dette d'infrastructures du Nigéria (NIDF) de *Chapel Hill Denham Nigeria*. Cette décision vise à renforcer les capacités de distribution de gaz et de production d'électricité du pays. D'autres types d'infrastructures clés devraient également être ciblés, comme le transport et la logistique. Selon le communiqué de la BAfD, l'effet de levier devrait permettre de mobiliser jusqu'à 134 Mds NGN (369 MUSD) du secteur privé, en particulier auprès des fonds de pension qui ont déjà investi 15,4 Mds NGN (42,4 MUSD) dans le NIDF.

✉ [barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr](mailto:barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sierra Leone : 50 M USD de financements de la Banque mondiale au gouvernement pour des projets dans l'énergie et l'agro-industrie**

Un premier financement (40 M USD) servira à la construction d'une centrale solaire d'une capacité de 50 MW, dont la mise en place nécessitera entre 18 et 24 mois. Sa production sera injectée dans le réseau électrique national à un prix de 8 cents USD/KWh. Un deuxième financement (10 M USD) servira à améliorer la compétitivité de la filière agroalimentaire. De ce montant, 2 M USD serviront à améliorer l'environnement des affaires dans le secteur (baisse du coût d'obtention de la licence environnementale, renforcement des normes etc.), 6 M USD seront destinés à renforcer la chaîne de valeur, et le reste sera alloué à la mise en œuvre et au suivi du projet.

✉ [barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr](mailto:barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Le Président George Weah prolonge la suspension des droits de douane sur le riz

Le Président George Weah a publié un décret exécutif dans le but de maintenir à un niveau abordable le prix local du riz, aliment de base du pays, prolongeant ainsi, de fait, un décret publié par l'administration précédente. En février 2018, le Président Weah avait rencontré les membres de l'Association des importateurs de riz et souligné sa volonté d'œuvrer à la réduction du prix de la denrée. Le FMI a néanmoins mis en garde à de nombreuses reprises contre l'importation continue de riz (entre autres produits), qui aggraverait la balance des paiements du pays, plutôt que de favoriser les investissements dans la production locale.

✉ [nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Congo-Brazzaville : meilleure sécurisation des recettes pétrolières

La direction des Ressources naturelles du ministère des Finances a présenté le 17 octobre le système d'interconnexion Syspace conçu pour sécuriser les recettes de l'Etat à l'endroit des sociétés pétrolières, minières et forestières. Cette application, toujours en phase de test avec le secteur pétrolier, doit remplacer le système de calcul actuel des droits de l'Etat pratiqué de manière manuelle, sans aucune maîtrise sur l'encours des créances. Des progrès significatifs dans l'encaissement des sommes dues sont, d'ores et déjà, perceptibles à ce stade. L'[Initiative pour la transparence dans les industries extractives \(ITIE\)](#), de son côté, avait lancé en juillet 2018 le logiciel Syscore obligeant les sociétés extractives à déclarer leurs recettes.

✉ [Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Burkina Faso : construction et réhabilitation de barrages

Le gouvernement a attribué plusieurs projets de construction et réhabilitation de barrages à travers le pays : 6 lots dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre, du Centre-Ouest, du Centre-Sud et de l'Est pour le compte de la Direction générale des infrastructures hydrauliques (DGIH) pour un montant total des attributions s'élevant à 4,7 Mds FCFA (7,2 M EUR). Des travaux de construction de barrages et de périmètres irrigués de Pougma, Dawaka-Wéotenga, Taba, Kouldisgou et Niou dans le cadre du Projet de mobilisation et de valorisation des eaux de surface dans le Plateau-Central ont été également autorisés pour un montant de 13 M EUR sur financement de l'État burkinabè et de la Banque Ouest africaine pour le développement.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : Tosyali investit plus de 2,5 Mds USD dans le minerai de fer**

Le gouvernement sénégalais a signé un accord préliminaire de convention d'exploitation des minerais de fer avec l'entreprise turque Tosyali, pour une exploitation de 25 ans estimée à 2,5 Mds USD. Les Turcs installeraient un complexe minier sidérurgique qui, à terme, produirait 3 millions de tonnes d'acier par an, tous produits confondus (fer à béton, tôles). L'entreprise turque contribuerait au désenclavement des localités du Sud-Est par la mise en place d'infrastructures de transport et à la création d'emplois pour les populations sénégalaises. Une commission de surveillance veillera à ce que la responsabilité sociale de l'entreprise soit effective.

✉ [diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : exploitation de l'or de Makabingui**

Un décret présidentiel transfère le titre d'exploitation de l'or de Makabingui à l'entreprise Makabingui Gold Operation SA (filiale du groupe Bassari Resources). La compagnie minière australienne a indiqué que ce transfert de titre était un prérequis du programme de financement conclu avec la Coris international Bank, s'élevant à 7 Mds FCFA (10,7 M EUR). Makabingui hébergerait une ressource minérale de 11,9 Mt, le traitement annuel avoisinerait les 300 000 tonnes et la production moyenne serait de 50 000 onces/an, sur une durée de vie de quatre ans. Une nouvelle mine découverte en septembre dernier, à l'Est de Makabingui, pourrait encore accroître le niveau de la ressource.

✉ [diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : nouvelle licence accordée pour la fourniture de kits solaires**

Dans le cadre de la stratégie d'électrification du Togo (2018-2030), l'Agence togolaise de l'électrification rurale et des énergies renouvelables veille à promouvoir l'électrification rurale au moyen du déploiement de solutions hors-réseau, notamment la distribution de kits solaires au niveau des ménages isolés en zones rurales. Ce segment de marché est financé par des opérateurs privés qui gèrent l'ensemble de la chaîne de valeurs, l'Etat apportant sa contribution sur l'exonération des importations d'équipements et des facilitations logistiques. Le groupement *Green Light Planet* (indo-américain) - Solvea (togolais) vient d'obtenir la 2<sup>nd</sup>e licence du marché, après celle attribuée à l'opérateur britannique Bboxx.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

✉

**Mis en forme** : Avec puces + Niveau : 1 + Alignement : 0,63 cm + Retrait : 1,27 cm

▼ **Rwanda : suspension des procédures d'appels d'offres pour l'exploitation pétrolière dans le lac Kivu**

Le gouvernement vient d'annoncer la suspension des appels d'offres internationaux visant à attirer des firmes exploratoires sur le lac Kivu afin d'y détecter du pétrole. Le gouvernement souhaiterait mener ses propres recherches géologiques afin de déterminer si des partenariats avec des prospecteurs internationaux seraient pertinents. Francis Gatara, PDG du *Rwanda Mining Board*, régulateur du secteur, précise que le carottage est mis en place pour recueillir suffisamment d'informations avant d'ouvrir à nouveau des négociations entre le gouvernement et les entreprises privées. Pour le moment, *Ngali Mining*, filiale de la *holding Ngali* effectue les explorations.

✉ [philippine.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : Cessation des activités de *Bounty Oil and Gas* en Tanzanie**

L'explorateur et producteur australien indépendant de pétrole et de gaz *Bounty Oil and Gas* a annoncé son intention de se retirer des accords communs de partage de production conclus avec *Kiliwani North*. Situé dans le bloc Nyuni au large des côtes tanzaniennes, le champ gazier de *Kiliwani North* dispose de 45 milliards de pieds cubes de réserves certifiées. La production a débuté en 2016 après l'achèvement de l'infrastructure de traitement et de transport du gaz sur l'île de Songo Songo en 2015. Les participants actuels à la licence de développement Kiliwani North sont: *Ndovu Ressources* (Aminex) 57,45% (opérateur), *RAK Gas* 25%, *Solo Oil* 7,55% et *Bounty Oil & Gas* 10%. Dans un communiqué publié le 5 octobre 2018, la société a indiqué qu'elle continuerait de se concentrer sur la production de pétrole et de gaz en Australie.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ghana : appel à manifestation d'intérêt pour l'attribution de six licences d'exploration pétrolière**

Un premier bloc, proche des côtes, sera réservé à la *Ghana National Petroleum Corporation*, tandis que 2 autres, en eaux profondes, feront l'objet de négociations de gré à gré entre le gouvernement et les entreprises candidates. Les 3 derniers blocs seront soumis à des appels d'offre. Lors de l'annonce officiel, le Président ghanéen a par ailleurs averti que les entreprises disposant de licences mais dont les travaux d'exploration n'ont pas démarré pourraient être révoquées par les autorités, faute d'avancées notables. Six autres licences devraient également être proposées en 2019. Pour rappel, la quantité d'hydrocarbures produite au Ghana a doublé en 2017 et devrait bientôt dépasser les 200 000 bpj.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Industries

### ▼ Congo-Brazzaville : l'industrie du ciment éprouve des difficultés à cause de la crise

L'industrie du ciment est fragilisée par la baisse des activités du secteur de la construction, avec pour effet la dégringolade des prix de vente du ciment à 50.000 FCFA la tonne au lieu de 90.000 FCFA. En plus de ces difficultés, les cinq cimenteries présentes dans le pays subissent la hausse de la TVA sur le ciment qui est passée de 5% à 18%, en application de la loi de finances 2018. À pleine capacité, la production nationale de cette année devrait atteindre 3,2 M de tonnes pour une consommation estimée à 600.000 tonnes, contre 700.000 en 2017. *Diamond cement*, la 5<sup>ème</sup> usine qui devrait s'ajouter aux quatre déjà opérationnelles, déplore l'entrée de ses produits sur le marché local dans ce contexte morose.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : un repreneur indien pour l'usine textile Fasotex de Koudougou

Le groupe indien Jain Shwals a racheté au gouvernement burkinabè l'usine textile Fasotex de Koudougou, ex-Faso Fani, fermée depuis 5 ans. Le groupe Jain Shwals s'est engagé à refaire une nouvelle unité de textile avec une capacité de transformation de coton de 25 tonnes/jour, à produire du fil et du tissu pour tendre vers la confection de tenues, y compris militaires, et, enfin, à créer à long terme une unité de trituration d'huile de coton, de sésame et d'arachide avec les tourteaux pour l'alimentation du bétail. Les travaux de l'unité de textile devraient débuter fin octobre 2018 et la société devrait employer, à terme, 5 000 personnes encadrées par des techniciens indiens du textile.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : le groupe nigérian Dangote lance la construction d'une cimenterie

Le groupe du milliardaire nigérian Aliko Dangote a lancé les travaux de construction d'une cimenterie à Keita, près de Tahoua, dans l'ouest du pays, pour un coût de 275 M EUR. Pour rappel, la production nationale de ciment ne couvre les besoins du marché nigérian qu'à hauteur de 20%. La future installation, dont la livraison est prévue fin 2020, aura une capacité de production annuelle de 2,5 millions de tonnes et comprendra en outre une centrale thermique à charbon de 100 MW.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Ethiopie : restructuration et changement de nom pour MetEC**

L'entreprise d'État *Metals & Engineering Corporation* (MetEC), conglomérat militaro-industriel en pleine restructuration, devrait changer de nom pour devenir la *National Metal Engineering Corporation*. Vivement critiquée pour son manque de compétences et ses retards concernant les mégaprojets – dix sucreries, le barrage de la Renaissance et le complexe industriel de Yayu – dont elle était en charge, l'entreprise s'est déjà vu retirer la majorité de ses contrats en septembre 2018. Le gouvernement prévoit désormais de transférer la production d'équipements militaires au ministère de la Défense et de limiter l'activité de la nouvelle société à la fabrication de produits civils et commerciaux. Cette restructuration reste soumise à l'approbation du Conseil des Ministres.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : inauguration de l'usine sidérurgique coréenne EKOS Steel Mill**

L'usine sidérurgique EKOS Steel Mill de Dukem, détenue par des Coréens, a été inaugurée le 16 octobre 2018 en présence du président éthiopien. Équivalente à un investissement de 33 MUSD, sa capacité de production annuelle de 210 000 tonnes d'armatures et de fils machines reste freinée par le manque de devises étrangères dans le pays, qui complique l'importation de matières premières. EKOS prévoit de substituer progressivement ses importations par de l'approvisionnement local et de construire, dans la seconde phase, un four à arc électrique capable de produire annuellement 500 000 tonnes de billettes d'acier. Les industries métallurgique et mécanique sont des secteurs d'investissement prioritaires du *Growth and Transformation Plan II* (2015-2020).

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : ouverture d'une première usine en Afrique pour l'italien Calzedonia**

La marque italienne d'habillement Calzedonia a ouvert sa première usine éthiopienne dans le parc industriel de Mekelle (nord du pays). Grâce à ses 1 300 employés, l'usine baptisée « ITACA Textile » exporte déjà 687 000 EUR de vêtements en Europe chaque mois. La proximité de Mekelle avec le port érythréen de Massawa – qui pourrait éventuellement être utilisé pour les exportations éthiopiennes – devrait permettre d'accroître le commerce régional.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Services

### ▼ Nigéria : les opérateurs télécoms lancent un Comité pour l'Inclusion Financière

Lancé par MTN, Airtel, Glo, 9Mobile et Ntel, ce comité a pour objectif de porter l'inclusion financière à 80% de la population d'ici 2020, et vise particulièrement l'utilisation de l'argent via les téléphones mobiles. D'après le communiqué de presse, il prévoit notamment de combiner la base mobile des sociétés télécoms, les différents systèmes d'identité intégrée et les réseaux de distribution des opérateurs. Pour information, MTN est leader du marché de la téléphonie GSM au Nigéria avec 40% des utilisateurs, suivi par Airtel et Globacom (25% des utilisateurs chacun) et 9Mobile (9% des utilisateurs), dont le rachat par Teleology Holdings à hauteur de 300 MUSD est toujours en cours.

✉ [pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : l'industrie des médias et du divertissement pourrait générer 9,9 Mds USD en 2022

Selon une étude PwC, cette industrie devrait générer 4,6 Mds USD de revenus en 2018, essentiellement portés par les revenus issus d'internet (3,2 Mds USD en 2018 contre 2,5 Mds USD en 2017), et de la télévision payante, avec ses revenus publicitaires (910 M USD en 2018 contre 800 M USD en 2017). L'industrie du cinéma devrait quant à elle générer 14 M USD et 19 M USD de revenus en 2018 et 2022 contre 13 M USD en 2017. Ce faible montant, comparé au volume de production (2000 films produits annuellement), s'explique par le faible nombre de salles de projection (114 en 2017 et 152 attendues en 2022). La plupart des productions sont directement distribuées sous forme de DVD, souvent sur le marché informel.

✉ [pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Bénin : le groupe Duval, partenaire de référence de la SimAU

Le groupe Duval a pris une participation de 30% dans le capital de la Société immobilière d'aménagement urbain (SimAU) au côté de l'Etat béninois (20%) et de divers partenaires dans la banque (BOAD,...) et les assurances (NSIA,...). Cette société mixte dont le groupe Duval est le partenaire technique de référence et dont le Président du conseil d'administration est Alain Lath Houngue, directeur général de NSIA Bénin, est la structure chargée de réaliser puis de gérer les projets phares du Programme d'actions du gouvernement (PAG) dans le secteur immobilier (projet de 20 000 logements, cité ministérielle, 13 cités administratives, construction et réhabilitation de marchés, centre des affaires maritimes).

✉ [pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : ouverture du capital des banques publiques Banque nationale d'investissement (BNI) et Caisse nationale des caisses d'épargne (CNCE)

Conformément à la réglementation bancaire au sein de l'espace UEMOA, le conseil des Ministres a décidé d'ouvrir l'actionariat de la BNI et de la CNCE à des acteurs autres que l'Etat à travers de nouvelles émissions d'actions. Néanmoins, l'ouverture du capital a été réservée à des structures en relation avec le secteur public ; le communiqué du conseil des Ministres ne laisse pas apparaître d'autres précisions. Cette opération permettra, par ailleurs, pour la CNCE, de renforcer le plan de restructuration en cours pour le rétablissement de l'équilibre financier de la banque.

✉ [julie.bompas@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.bompas@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : SIFCA obtient 90 M EUR pour financer ses investissements

Opérant en Afrique de l'Ouest dans le palmier à huile, le sucre de canne et le caoutchouc naturel, le groupe agroindustriel SIFCA s'est vu octroyer un prêt de 90 M EUR par Proparco, son homologue néerlandais FMO et la Société générale pour financer son plan d'investissement. Ainsi, l'augmentation des capacités agricoles et industrielles permettrait à sa filiale Sucrivoire d'atteindre 160 000 t de sucre par an, à PALMCI de produire 350 000 t d'huile de palme brute par an et à SAPH d'obtenir 280 000 t de caoutchouc naturel par an. Le groupe SIFCA est actuellement formé par 33 000 employés et 110 000 petits planteurs.

✉ [domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr](mailto:domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr)

## Objectif Afrique n° 131

### ▼ Niger : les députés nigériens entérinent le texte de loi portant sur l'ouverture de l'hôpital de l'amitié Niger-Turquie

Les députés nigériens ont adopté le texte de loi portant sur l'ouverture, l'exploitation et le transfert de l'hôpital de l'amitié Niger-Turquie à Niamey. Cet hôpital construit par la Turquie est doté d'une capacité de 44 lits. Cette structure hospitalière sera conjointement dirigée par les deux États les trois premières années avant que sa gestion ne soit transférée totalement à la partie nigérienne. Le coût de sa gestion annuelle, chiffré à un peu plus de 2,8 Mds FCFA (4,3 M EUR), sera supporté à parts égales par la Turquie et le Niger.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

26 OCTOBRE 2018

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Burkina Faso : un nouveau directeur général aux commandes du Trésor

Célestin Santéré Sanon est le nouveau directeur général du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP). Il remplace à ce poste Naby Abraham Ouattara, qui vient de prendre fonction auprès du Fonds monétaire international (FMI) en tant qu'assistant technique. Depuis le 22 février 2018, il était le Directeur des affaires monétaires et financières (DAMOF).

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : visite du ministre français des Affaires étrangères du 17 au 18 octobre

Au cours de cette visite de 48h, Jean-Yves Le Drian a pu s'entretenir avec le président Ouattara et rencontrer la communauté d'affaires française en Côte d'Ivoire. Il s'est également rendu sur le site de la future Académie internationale de lutte contre le terrorisme basée à Jacquerville (à l'ouest d'Abidjan) et à Yamoussoukro pour lancer le « [hub franco-ivoirien pour l'éducation](#) », réseau de partenariats entre des écoles et universités françaises et ivoiriennes, ayant pour ambition de former de futurs cadres pour les grandes entreprises opérant en Afrique de l'Ouest.

✉ [julie.bompas@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.bompas@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : report des élections législatives

La cour constitutionnelle vient de reporter les élections législatives à 2019 conformément à la demande de l'assemblée nationale, prolongeant ainsi de six mois le mandat des députés. Pour mémoire, le scrutin législatif était initialement prévu en novembre et décembre 2018. Les autorités maliennes invoqueraient un cas de force majeure.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : L'Agence de notation Moody's reporte la publication de la notation souveraine du pays

Alors qu'elle était annoncée pour le vendredi 12 octobre, l'agence de notation *Moody's* a indiqué qu'elle reportait la publication de la notation souveraine du pays. La nouvelle date de publication n'a pas été précisée. Au mois de mars dernier, *Moody's* avait maintenu la notation souveraine de l'Afrique du Sud à Baa3, en l'assortissant de perspectives positives, maintenant le pays dans la catégorie « investissement ». Cette décision intervient alors que se tiendra la semaine prochaine, la revue de mi-parcours du budget 2018 qui devrait entériner une révision à la hausse de la prévision de déficit public établie à -3,6% du PIB dans la loi de finances.

✉ [fabien.bertho@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabien.bertho@dgtresor.gouv.fr)

## Objectif Afrique n° 131

### ▼ Afrique du Sud : Sanofi South Africa lance son challenge *e-health*

Ce challenge dédié aux start-ups de *ehealth* sud-africaines se tiendra pendant AfricArena, principale conférence dédiée aux start-ups en Afrique du Sud (15-16 novembre, Cape Town). Les start-ups participantes devront mettre en avant une solution *ehealth* sur des domaines variés tels que l'optimisation de traitement, l'accès aux soins et aux médicaments... En plus de permettre une exposition devant l'écosystème tech sud-africain, le vainqueur du challenge aura la possibilité d'établir un partenariat avec Sanofi, permettant d'accélérer le développement de la solution et d'obtenir un support matériel. Le développement du *ehealth* a par ailleurs été défini comme priorité gouvernementale, en permettant de maximiser l'accès aux soins des sud-africains.

✉ [maxime.housardà@businessfrance.fr](mailto:maxime.housardà@businessfrance.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtrésor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtrésor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**



26 OCTOBRE 2018

Objectif Afrique n° 131

GIDE  
GIDE LOYRETTE NOUËL

Bird & Bird

26 OCTOBRE 2018